

vendre, les marchandises pour lesquelles nous n'avons pas d'usage immédiat dans notre propre économie.

Je ne voudrais en aucune façon annoncer d'avance ce que mon collègue le ministre des Finances (M. Abbott) communiquera à la Chambre ce soir, mais je puis assurer les honorables députés que tous ces facteurs sont présents à nos esprits quand nous considérons quelles mesures, s'il en est, le Canada doit prendre à l'heure actuelle à la suite de l'avis que viennent de donner le Royaume-Uni et tant d'autres pays hier et aujourd'hui.

Nous partageons tous, je crois, la certitude exprimée par le chef de l'opposition, savoir que cette conférence de Washington a démontré d'une façon concluante que, lorsque des gens de bonne volonté se réunissent en vue d'exposer franchement ce qu'ils croient être les causes des difficultés à surmonter, leur franchise même témoigne de la confiance qu'ils éprouvent les uns envers les autres et de la mesure dans laquelle ils sont disposés à contribuer à la meilleure solution possible de ces difficultés. Il va de soi que nous avons tous été quelque peu scandalisés du ton de certains des commentaires formulés des deux côtés de l'océan au cours de ces dernières semaines, quant à l'attitude des uns et des autres. Je suis certain que, depuis le moment où le président des États-Unis a prononcé son discours il y a environ deux semaines, et où les préparatifs visant cette réunion de Washington ont été activement entrepris, ainsi que pendant la tenue des pourparlers, les événements ont démontré que les hommes pondérés des trois nations,—et ils constituent une vaste majorité,—reconnaissent le caractère inéluctable des difficultés qui ont surgi, et qu'ils les envisagent comme des faits, plutôt que comme des erreurs attribuables à tels ou tels d'entre eux.

J'ai la certitude qu'un tel résultat a été obtenu, et qu'il confirme dans une certaine mesure ce que le Gouvernement avait en vue en déclarant que la stabilité économique du monde occidental est extrêmement importante, aussi importante peut-être que la puissance militaire, lorsqu'il s'agit de résister à l'agression et partant, de la prévenir. Au cours de la semaine dernière, d'abord tous les représentants du Royaume-Uni, des États-Unis et du Canada, puis ceux qui ont assisté à la réunion du Fonds monétaire international et, derniers en date mais non les moindres en importance, les délégués à la conférence convoquée en vue de donner suite aux principes et objectifs du traité de l'Atlantique-Nord, ont exposé les motifs ainsi que la

[Le très hon. M. St-Laurent.]

possibilité de la résistance à l'agression et, partant l'improbabilité de celle-ci.

L'honorable député a déclaré que plusieurs de ces difficultés sont la conséquence des lourds sacrifices consentis par le Royaume-Uni durant les deux conflits mondiaux. Tous je le sais, nous avons la plus grande admiration pour ce qui a été accompli durant ces deux guerres et le plus grand désir de nous rendre compte des effets durables de ces sacrifices ainsi que des conditions qu'ils ont créées, sachant qu'il nous incombe de contribuer à leur allègement. Ceux d'entre nous qui sont appelés à prendre des décisions, quelles qu'elles soient, doivent dûment s'enquérir de la méthode la plus efficace pour nous de contribuer à la tâche gigantesque de remettre le monde sur pied. Bien que nous ne prétendions pas avoir pris l'initiative, personne ne pourra, ni jamais n'a pu dans le passé, nous reprocher un manque d'empressement à faire notre part.

**M. M. J. Coldwell (Rosetown-Biggar):** Je désire d'abord féliciter les motionnaires de l'Adresse. Ayant déjà assisté à la Chambre à maints discours semblables, je tiens à dire bien sincèrement que jamais deux nouveaux députés ne se sont mieux acquittés de leurs fonctions que les motionnaires.

J'aimerais aussi m'unir au chef de l'opposition et aux autres membres de la Chambre pour exprimer ma sympathie à ceux qui ont subi des pertes dans le tragique événement survenu à Toronto la semaine dernière, ainsi qu'aux parents des victimes. Je signale au ministre des Transports (l'hon. M. Chevrier) qu'il faudrait, au cours de l'enquête, prendre tous les moyens voulus pour affermir, si nécessaire, les lois applicables en pareil cas et veiller à la construction et à l'équipement de nos navires de manière à prévenir la répétition de pareil malheur.

Le 27 juin, les Canadiens ont élu la présente législature et accordé au gouvernement une majorité écrasante. Au nom de mes collègues et au mien, je tiens à féliciter particulièrement le premier ministre de cette victoire.

A titre de député qui siège à la Chambre depuis quatorze ans, je tiens à dire aux nouveaux députés que, nonobstant ce que nous pensions de la politique gouvernementale et du premier ministre, nous avons toujours su apprécier les marques indéfectibles de courtoisie et de considération accordées à chacun des membres de cette Chambre. Je désire donc me joindre à tous mes collègues pour souhaiter au premier ministre santé et bonheur dans ses hautes fonctions.

Je tiens à dire de mon propre parti que celui-ci étant un parti démocratique, il accepte